



## Cahiers d'Asie centrale

3/4 | 1997

L'héritage timouride : Iran – Asie centrale – Inde, XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles

---

# Le rôle de la femme dans la société de l'Asie centrale sous les Timourides et les Sheybanides

Raziya Mukminova

Traducteur : Alié Akimova



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/488>

ISSN : 2075-5325

### Éditeur

Éditions De Boccard

### Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 1997

Pagination : 203-212

ISBN : 2-85744-955-0

ISSN : 1270-9247

### Référence électronique

Raziya Mukminova, « Le rôle de la femme dans la société de l'Asie centrale sous les Timourides et les Sheybanides », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 3/4 | 1997, mis en ligne le 03 janvier 2011, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/asiecentrale/488>

---

## Le rôle de la femme dans la société de l'Asie centrale sous les Timourides et les Sheybanides

*Raziya Mukminova*

La femme a toujours joué un rôle non négligeable dans la vie politique et économique de la société centre-asiatique à toutes les étapes de son développement. Le travail féminin occupe également une place importante dans l'économie. Pourtant, de nos jours encore et même dans les ouvrages scientifiques, on a tendance à ne présenter la femme musulmane que comme une épouse confinée dans un harem et à sous-estimer sa place dans la vie sociale et privée de l'Orient. En fait, du point de vue juridique, la femme était dans une certaine mesure protégée par les lois islamiques, bien que sa condition sociale fût déterminée par le système économique du pays, que dans les pays musulmans la femme ne disposât pas des mêmes droits que l'homme, et que son destin dépendît souvent du père ou du mari (ce qui était du reste le cas en Occident aussi). Certains critiques ont dénoncé une vision partielle de la condition de la femme musulmane. Par exemple, I.P. Petrushevski écrit : « ...dans les pays musulmans les droits de vie et de propriété des épouses étaient protégés bien plus qu'ils ne le furent jamais en Occident<sup>1</sup> ».

L'existence du *mahr*, sorte d'assurance matérielle de la future épouse, était un des points distinctifs entre la situation juridique des femmes orientales et occidentales. D'après les documents (par ex., celui de Samarcande de 1589<sup>2</sup>) le contrat de mariage stipulait que la famille du fiancé garantirait la situation matérielle de la fiancée.

Le montant du *mahr* n'était pas fixe ; il dépendait de la fortune de la famille du fiancé et était fixé d'un commun accord par les deux parties. Il faut bien noter que le *mahr* se différenciait du *kalym* par le fait qu'il revenait en propre à la fiancée et non à ses parents, tandis que le *kalym* était payé par le fiancé aux parents de sa future épouse. Conformément au document détenu par la fiancée, il existait deux types de *mahr* : l'un était en espèces (*naqd*), dont la jeune épouse prenait possession lors du mariage ; tandis que l'autre, mis de côté (*nasiya*), lui servait dans le cas où le mari décédait ou le couple divorçait sans raison valable. Selon la *shari'a*, en cas de mort du mari et de partage des biens, on en déduisait le *mahr* et on le remettait à la veuve ; après quoi seulement on partageait les biens du défunt. Certains chercheurs cependant ne font pas de différence entre les deux concepts de *mahr* et de *kalym*.

Evidemment, seule une minorité pouvait payer le *mahr* sous forme de revenu d'une propriété foncière, d'un verger, d'un *dokkân* ou de location d'une maison ou autres biens. On en a des exemples, mais il faut noter que les informations sur le *mahr* rencontrées dans les ouvrages des XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles restent rares et ne concernent que des femmes de familles aisées. Dans la plupart des cas, le *mahr* se composait de vêtements, de bijoux, etc. Par exemple, un des documents mentionne une femme qui mit en gage des boucles d'oreille, dont « chacune pesait trois *meşqâl* ». Ces boucles d'oreilles lui ayant été données comme *mahr*, elle pouvait en disposer à sa guise, sans demander l'autorisation de sa famille. Un arrêté juridique rédigé par le *qâzi* de Samarcande le 31 juillet 1590 confirme le caractère licite de la mise en gage des bijoux-*mahr*, que l'on considérait comme le bien personnel de la femme<sup>3</sup>. Ainsi l'existence du *mahr* et le droit d'en disposer par l'épouse furent légalisés par la loi musulmane.

Nos matériaux, bien que peu nombreux, apportent des exemples dont l'analyse nous permet de déterminer dans une certaine mesure le rôle et la place de la femme dans la société centre-asiatique de la fin du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle.

Comme en témoignent les sources écrites et les recherches déjà publiées, les femmes occupaient une place assez importante à la cour d'Amir Timour et des Timourides<sup>4</sup>. Elles participaient aux festivités où l'on invitait des hauts dignitaires, aux réceptions des ambassadeurs des pays étrangers, prenaient une part active aux constructions de

*madrassa*, de mosquées, de mausolées, de *khânqâh* et d'autres constructions monumentales. Parmi les gens qui constituaient de grandes richesses en *vaqf* pour tel ou tel établissement, on mentionne des femmes riches dont certaines devenaient gestionnaires (*motavalli*) de leur *vaqf*. Par exemple, Habiba-Soltan Begom, une princesse timouride, fille de l'émir Jalal al-Din, fit bâtir à Samarcande le célèbre mausolée 'Eshrat-khana. En 1464, un document de *vaqf* (*vaqf-nâma*) fut rédigé à son nom, selon lequel tous ses biens mobiliers (y compris les esclaves) et immobiliers furent dévolus à l'entretien de ce mausolée, où reposaient les restes de Khavand-Soltan, fille de Soltan-Abu Sa'id. D'après ce document, Habiba-Soltan Begom se nomma elle-même *motavalli* de son *vaqf*. Son cas n'est pas isolé.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, c'est Mehr-Soltan Khanom (connue aussi comme Mehraban ou Mehri Khanom), une belle-fille de Mohammad Sheybani Khan, qui se détache parmi les femmes de la société centre-asiatique. Selon un *vaqf-nâma* établi à son nom, elle fit bâtir au centre de Samarcande une *maqbara* (« palais de quiétude », tombeau), destiné à devenir son propre mausolée. La *maqbara* se trouvait tout près de la *soffa* de Sheybani Khan, où celui-ci fut enterré tout comme son fils et le mari de Mehr-Soltan Khanom, Mohammad Timur Soltan, sur la gauche de celle-ci. De cette façon sa tête pouvait reposer, disait le *vaqf-nâma*, aux pieds de son « vénéré époux », Mohammad Timur. Ce dernier étant mort en 1514, le mausolée a dû être bâti après cette date. Comme en témoigne le document de *vaqf*, Mehr-Soltan Khanom fit revêtir la *soffa* de Sheybani Khan de plaques en marbre. Elle fit également bâtir à Samarcande la *madrassa* Shomaliya, ainsi qu'un arc reliant cette *madrassa* à une autre, bâtie à l'époque antérieure, sur l'ordre de Mohammad Sheybani Khan<sup>5</sup>.

Mehr-Soltan Khanom appartenait à une lignée importante. Elle était la fille du khan du Dasht-e Qipchaq, Burunduc. Celui-ci, après une guerre désastreuse contre Sheybani Khan (avant la conquête par celui-ci des territoires timourides) et, surtout, après son fiasco à Sayram, décida de s'allier à Mohammad Sheybani Khan en mariant sa fille au fils aîné de ce dernier, Mohammad Timur Soltan. De toutes les épouses de Mohammad Timur, Mehr-Soltan Khanom fut la préférée.

Après la mort de son époux (1514), elle accumula entre ses mains d'immenses richesses. Plus de 160 parcelles de terre, huit villages et lieux-dits habités, des vergers, des prés, des pâturages d'été, des collines

et des terrains situés sur les pentes des montagnes ; et aussi des entreprises commerciales, y compris les *timcha* (entrepôts et magasins spécialisés), plus de 40 *dokkân* (boutiques), des presses à papier et des ateliers pour la fabrication des feuilles, des moulins, des dépôts, des maisons avec les communs (*howli*), des bains. Conformément au *vaqf-nâma* tous ces biens immobiliers furent donnés par Mehr-Soltan Khanom à deux *madrasa* à Samarcande, mentionnées ci-dessus. Bien que l'une d'elles eût été bâtie par Mehr-Soltan Khanom après la mort de son beau-père, Mohammad Sheybani Khan, elles entrèrent dans l'histoire comme les deux *madrasa* de Sheybani-Khan.

Une clause de ce *vaqf-nâma* attire particulièrement notre attention : Mehr-Soltan se nomme elle-même *motavalli* du *vaqf* qu'elle a constitué et elle garde ce titre toute sa vie. Après sa mort, le *motavalli* devait être nommé parmi ses descendants de sexe masculin, les femmes ne pouvant le devenir qu'en cas d'absence d'un candidat mâle. Le problème du partage des revenus du *vaqf* occupait aussi une place particulière, car Mehr-Soltan Khanom devait en toucher un cinquième et effectuer la gestion à vie de tous les revenus. Elle pouvait changer à son gré les dépenses initialement prévues par le *vaqf-nâma*, ainsi que nommer et remplacer les enseignants (*modarres*) et le personnel de service des *madrasa*, réviser leurs salaires, conclure ou résilier les baux. Il est noté dans le document : « Elle gérera à sa guise ces (...) biens de *vaqf* et pourra dépenser les revenus pour ses propres besoins, ou les donner à qui bon lui semblera ». La femme-*motavalli* avait ainsi affaire aux hommes – les *modarres*, les serviteurs des *madrasa*, les locataires des terres du *vaqf*, des *dokkân* et des autres établissements de commerce, les fonctionnaires d'État et autres représentants du sexe masculin.

Le nom de Mehr-Soltan Khanom est aussi mentionné dans une autre source, un document des cheikhs Juybari daté de 1558, où elle figure, tout comme dans le *Bâbur-nâma*, sous le nom de Mehraban Khanom. Ce document, rédigé en rapport avec la vente d'une propriété foncière à Khwaja Mohammad Eslam Juybari, dit : « (...) cette propriété est limitée sur un côté par les terres du village de Gubdin, qui est un *vaqf* (...) légué par feu (...) Mehraban Khanom<sup>6</sup> » – d'où on peut déduire que Mehr-Soltan Khanom mourut avant 1558.

Un autre fait significatif atteste que Mehr-Soltan Khanom jouissait d'un rang élevé parmi les membres de la dynastie régnante : Babour cite son nom à côté de ceux du grand souverain sheybanide, Kuchkunji

Khan (r. 1510-1530), et de son fils, Abu Sa'id Soltan (r. 1530-1533). Selon le *Bâbur-nâma* en effet, en 935/1528-29 Babour reçut à Agra les ambassadeurs de l'Iran, ceux des principautés indiennes et ceux des sultans « ouzbeks », et donna une fête en leur honneur. Parmi les ambassadeurs du khan sheybanide et des sultans ouzbeks, Babour mentionne Mehraban Khanom et son fils Pulat (Bulat, Fulat) Soltan. Pour les remercier d'être venus, Babour leur fit remettre des cadeaux et les fit revêtir de *chakmân* ornés de boutons et de *khel'at* en soie. On leur fit présent également d'une somme d'argent « correspondant à leur statut<sup>7</sup> ». Nous voyons donc que, dans des cas particuliers, la femme musulmane pouvait occuper un poste important.

La grand-mère maternelle de Babour aussi, Esen-Dowlat Begom, épouse du gouverneur de Tachkent Yunus Khan, participa activement à la vie politique et économique de son pays à la fin du XV<sup>e</sup> siècle. Elle continua même après le décès de son époux et, comme en témoigne Babour lui-même : « Peu de femmes ont jamais égalé ma grand-mère, Esen-Dowlat Begim, pour ce qui est des avis et des conseils. Très intelligente et avisée, la plupart des affaires de l'État se réglèrent d'après ses conseils<sup>8</sup> ». Une autre information concernant Esen-Dowlat Begom est d'un intérêt certain : conformément à la tradition, elle fut élevée aux côtés de son mari, Yunus Khan, sur un tapis en feutre blanc, ce qui signifie qu'elle fut admise au rang de khan<sup>9</sup>.

Esen-Dowlat Begom était une femme courageuse et résolue. Mirza Mohammad Heydar raconte qu'un certain Sheykh Jamal Khar, un émire de Soltan-Sa'id, donna Esen-Dowlat Begom, qui était alors seule, à « l'un de ses hommes qu'il respectait. Celle-ci, à cette nouvelle, n'exprima aucune objection et donna même son accord. L'homme, Khwaja Kalan, apprit avec joie l'accord de la Begom et vint chez elle le soir. Il laissa ses gens de service à l'extérieur et entra dans la maison. Aidée de ses servantes, la Begom fit fermer les portes et attaquer Khwaja Kalan, qui fut tué par les femmes à coups de couteau. Le lendemain matin, elles jetèrent son corps hors de la maison. Lorsque les gens virent le cadavre ils en informèrent Sheykh Jamal Khar, qui exigea des explications. La Begom dit : "Je suis une épouse de Soltan-Yunus Khan, mais Sheykh Jamal m'a donné en cadeau à un autre homme. Ce n'est pas licite selon la *shari'a*. Je l'ai tué afin que Sheykh Jamal Khar me tue aussi". Alors Sheykh Jamal loua la Begom avec mille louanges et remerciements, lui exprima sa considération et la renvoya chez le khan<sup>10</sup> ».

La princesse chaghataï de Moghul Khanom, une des femmes de Mohammad Sheybani Khan et fille de Soltan-Mahmud Khan, jouissait aussi d'une grande influence. Sheybani Khan l'épousa en 1503 après la conquête de Tachkent. Les sources écrites l'appellent 'A'yisha-Soltan Khanom, Moghul Khanom ou Moqabbela ( ? ) Khanom<sup>11</sup>.

En 1510, au cours de la guerre contre Shah Esma'il I<sup>er</sup>, souverain de l'Iran, les troupes de Sheybani Khan se réfugièrent à Marv en attendant les renforts. Sheybani Khan fit appel à son neveu 'Obeydallah Khan et son fils Mohammad Timur Soltan qui se trouvaient dans le Mavarannahr. Ayant pris Astarabad, Mashhad et d'autres villes, le Chah assiégea Marv, sans toutefois réussir à la prendre. Il feignit alors de battre en retraite pour tromper la vigilance de son adversaire et lui expédia une lettre disant que, puisque Sheybani Khan était un lâche qui se cachait derrière les murs de sa forteresse, Shah Esma'il partait se battre contre le sultan ottoman.

Les partisans de Sheybani Khan se divisèrent en deux camps. Certains émirs lui conseillaient de regagner le Mavarannahr, de réunir ses troupes et d'attaquer l'armée iranienne au printemps. Les autres pensaient qu'il fallait attendre l'arrivée de 'Obeydallah Khan et Mohammad Timur Soltan. La femme du khan ouzbek, Moghul Khanom, reprocha à son mari de refuser la bataille alors que Shah Esma'il était venu à Marv, après avoir fait un long chemin, pour répondre aux lettres de Sheybani Khan qui l'appelaient au combat. D'après l'auteur du '*Ālam-ârâ-ye Şafavi* elle aurait dit : « Si vous ne voulez pas combattre, je me battraï moi-même contre Shah Esma'il ». Comme en témoignent plusieurs auteurs, Sheybani Khan se lança à la poursuite de l'armée du Chah, tomba dans le piège et fut tué avec son entourage<sup>12</sup>.

Cet épisode révèle le rôle important que l'une des épouses de Sheybani Khan jouait à la cour, et témoigne également de la position des femmes de la haute noblesse à la cour du khan. Il peut paraître invraisemblable que Moghul Khanom ait déclaré qu'elle combattrait contre le Chah d'Iran si son mari ne le faisait pas ; cela montre néanmoins que les épouses des souverains non seulement les suivaient pendant les campagnes militaires, mais pouvaient parfois influencer sur les décisions militaires<sup>13</sup>. La participation de Moghul Khanom à la réunion du khan et de ses émirs où elle pouvait exprimer son opinion témoigne de la part active qu'elle prenait aux décisions politiques, et que la femme d'un khan

ouzbek ne menait pas du tout la vie de recluse, dont on fait une caractéristique des femmes orientales de cette époque.

Les sources évoquent aussi la participation des femmes à la défense d'une ville. Selon Mirza Mohammad Heydar, Burunj-Oghlan, le fils aîné d'un célèbre khan du Dasht-e Qipchaq, Abu'l-Khayr (1428-1468), profita de l'absence de Yunus Khan, dont nous avons parlé précédemment, parti à la chasse, pour attaquer son campement. N'ayant pas rencontré de résistance, Burunj-Oghlan pilla les habitants. Il était en train de compter le butin, lorsque les femmes se jetèrent sur ses soldats qui s'étaient installés dans leurs maisons, les battirent et les firent prisonniers. Un proche de Burunj-Oghlan fut aussi capturé, avec le cheval de ce dernier, ce qui empêcha la fuite de Burunj qui fut également saisi par les femmes. Lorsque Yunus Khan, qui, à cette nouvelle, s'était empressé de rentrer, arriva au camp il ne lui resta qu'à faire justice aux ennemis emprisonnés. Il fit décapiter Burunj-Oghlan dont la tête fut piquée sur une lance<sup>14</sup>.

Des documents laconiques, mais précieux, nous donnent une idée sur l'instruction des fillettes et adolescentes dans les familles riches. Il existait des écoles spéciales destinées à l'instruction des jeunes filles, ce que reflète la miniature de la fin du XV<sup>e</sup> et du début du XVI<sup>e</sup> siècle : dans la *hojra* au-dessus de la classe où étudient les garçons, il y a une fillette avec un livre sur un support et un cahier à la main ; une autre miniature représente un groupe de filles dirigé par une maîtresse<sup>15</sup>. D'autres montrent des jeunes femmes ou jeunes filles jouant au polo (*chowghân*). Dans les familles riches on pratiquait aussi l'enseignement à domicile en faisant venir des précepteurs qui s'occupaient de l'instruction des fillettes. Par exemple, Khwaja Mohammad Darzi était le précepteur de la fille du souverain du Ferghana, 'Omar Sheykh. Golbadan Begom, fille de Babour et première femme historiographe de l'Orient, auteur du *Homâyun-nâma*, est un exemple du haut niveau d'instruction des femmes musulmanes dans l'Orient médiéval.

Les sources documentaires et, en particulier, le recueil de documents *Majmu'e-ye vasâyeq*, évoquent les occupations des simples citadines. Par exemple, les actes juridiques concernant la formation d'apprentis (*shâgerd*) par les maîtres artisans présentent un intérêt considérable<sup>16</sup>. Sur vingt-cinq accords écrits faisant partie de ce recueil, onze ont été conclus avec la participation des mères des garçons destinés à l'apprentissage ; il est alors dit qu'au moment de la conclusion de l'accord,



le garçon était à la charge de sa mère, ce qui signifie qu'il n'avait pas de père. Le fait que c'étaient les mères qui s'occupaient de la formation professionnelle de leurs fils est très significatif. Elles devaient amener leurs fils au *qâzi-khâna* pour conclure un accord officiel avec le maître-artisan<sup>17</sup>.

Le manuscrit du *Majmu'e-ye vasâyeq* contient aussi des documents où les femmes sont représentées comme parties prenantes à la vie sociale et familiale. Selon certains documents juridiques, elles pouvaient régler les problèmes de la pension alimentaire de l'enfant ou de la conduite indigne d'un membre de famille. Certaines participaient aux opérations commerciales et, partiellement, au processus de production. D'autres fabriquaient des objets à la maison, se partageant ainsi entre l'artisanat, le ménage et l'éducation des enfants. Le plus souvent, les femmes traitaient les matières premières ou effectuaient une des opérations liées à la fabrication de l'objet artisanal. Mais la femme faisait parfois tout le travail du début jusqu'à la fin. Dans ce cas, on pouvait ajouter à son nom celui de sa profession. Sa'adat-Soltan Muyina-duz, fille de 'Abdallah, qui vécut à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle à Samarcande, pourrait faire partie de ces femmes, maîtres-artisans<sup>18</sup>. Son nom, *muyina-duz*, suggère qu'elle s'occupait de pelleterie et fabriquait des vêtements en fourrure.

Certaines sources brossent un tableau des conditions de vie difficiles et de la servitude des femmes du milieu des artisans pauvres. Un document de reconnaissance de dette, fait à Samarcande et attesté par un sceau du *qâzi* le 13 octobre 1589, oblige un artisan *chitgar* (imprimeur sur tissu) à suivre les ordres de son créancier, sans quoi, affirme la décision du *qâzi*, il devra divorcer de sa femme ! Cet exemple montre que la société musulmane pouvait parfaitement ignorer l'opinion et les souhaits de la femme, à la merci du créancier de son mari. La question de son avenir était apparemment réglée sans aucune participation de sa part.

Il y avait des femmes qui travaillaient dans les bains contre rémunération en argent, car les bains privés appartenant aux riches citadins rapportaient de gros revenus. Il existait des bains royaux, des bains publics de la ville réservés aux femmes des jours fixes de la semaine, des bains pour les fiancées. L'un de ces derniers se trouvait à Boukhara. Le bain de la fiancée au *ḥammâm*, pendant lequel on lui lavait les cheveux en les tressant en petites nattes, faisait partie de la cérémonie du mariage. Ce rite se déroulait habituellement à la maison ou bien au *ḥammâm*

public ordinaire mais, comme en témoigne un document de Boukhara, les grandes villes possédaient des bains spéciaux pour les fiancées avec un personnel particulier.

Les sages-femmes se transmettaient leur savoir de génération en génération. Certaines citadines qui avaient besoin d'argent gagnaient leur

vie comme pleureuses et en lavant les défunt.

Des chanteuses et des danseuses aussi exerçaient leur métier contre une rémunération. En 1512, la chanteuse Chakari Changi quitta le Khorassan pour le Mavarannahr avec une caravane qui comptait 500 personnes. Zeyn al-Din Vasefi, contraint de quitter Hérat à la suite de la persécution menée par Shah Esma'il contre les partisans du sunnisme, en faisait partie<sup>19</sup>.

Ces mentions de musiciennes, chanteuses, danseuses, pleureuses, baigneuses et autres prouvent que les femmes n'étaient nullement recluses dans la société médiévale centre-asiatique. Les sources écrites semblent ainsi suggérer que, malgré les limitations sociales imposées par l'islam, les femmes, et surtout celles qui appartenaient à l'élite, jouaient parfois un rôle important dans la vie de l'État.

(Traduit du russe par Aliye Akimova)

Raziya G. Mukminova  
Institut d'Histoire  
Académie des Sciences de l'Ouzbékistan  
Tachkent, Ouzbékistan

## NOTES

1. LP. Petrushevskij, *Islam v Irane v VII-XV vekah*, Leningrad, 1966, p. 177.
2. *Majmu'e-ye vasāyeq*, ms IO Tachkent, n° 1386, fol. 189a (ou 229a, ancienne foliation).
3. *Majmu'e-ye vasāyeq*, fol. 81b.
4. T. Fajziev, *Temurij malikalar*, Tachkent, 1994. Récemment ont paru des recherches importantes sur la question de la femme dans le monde turco-iranien à différentes périodes de l'époque islamique, sa participation à la vie sociale, politique, aux actions militaires. Voir, entre autres, Bahriye Uchok, *Ženshchiny-pravitel'nicy v musulmanskih gosudarstvah*, trad. Z.M. Bunjatov, Moscou, 1982 ; W. Walther, *Women in Islam, from Medieval to Modern Times*, introd. Guity Nashat, Princeton – New York, 1993 (édition mise à jour) ; L. Peirce, *The Imperial Harem. Women and Sovereignty in the Ottoman Empire*, Oxford University Press, Oxford, 1993 ; M. Szuppe, « La partici-

pation des femmes de la famille royale à l'exercice du pouvoir en Iran safavide au XVI<sup>e</sup> siècle », parties 1 et 2, *Studia Iranica* 23/2 (1994), p. 211-258, et *Studia Iranica* 24/1 (1995), p. 61-122.

5. R.G. Mukminova, *K istorii agrarnih otnoshenij v Uzbekistane XVI v., po materialam vaqf-name*, Tachkent, 1966, p. 21.

6. *Iz arhiva Sheyhov Džujbari. Materialy po zemel'nim i torgovym otnoshenijam Srednej Azii XVI veka*, Moscou-Leningrad, 1938, doc. 379, p. 473.

7. [Note de la rédaction : voir la traduction française de *Bâbor-nâma* par J.-L. Bacqué-Grammont, *Le Livre de Babur*, Paris, Imprimerie Nationale, 1985, p. 320a.]

8. Zahir al-Din Muḥammad Babur, *Bâbur-nâma (Vaḳây'i)*, éd. Eiji Mano, Kyoto, 1995, p. 37 (5). Cité d'après la traduction de Bacqué-Grammont, *Le Livre de Babur*, p. 55b.

9. [Note de la rédaction : voir la traduction de Bacqué-Grammont, *Le Livre de Babur*, p. 45a].

10. Mirza Muhammad Hajdar, *Ta'rih-i Rashidi*, trad. A. Urumbaev, R.P. Džalilova et L.M. Epifanova, Tachkent, 1996, p. 118-119.

11. Le nom de Moqabbela (pour Moqâbela ?) Khanom est mentionné dans O. Ekaev, *Turkmenistan i Turkmeny v konce XV-pervoj polovine XVI v.*, Achgabad, 1981, p. 49.

12. *Âlam ârâ-ye Şafavi*, éd. Yâdallâh Shokri, Téhéran, 1350 Sh/1971, p. 312-315 ; Hasan Rumlu, *Aḥsan al-tavârikh*, éd. C. Seddon, Baroda, 1931, vol. I, p. 119 ; Mirza Muhammad Hajdar, p. 196, 236 ; Ekaev, *Turkmenistan i Turkmeny*, p. 49-50.

13. On trouve des exemples similaires en Iran safavide au XVI<sup>e</sup> siècle, voir Szuppe, « La participation des femmes », II, p. 63-66, 101.

14. Mirza Muhammad Hajdar, p. 51.

15. Voir, par exemple, *Miniatjiry k proizvedenijam Amira Hosrava Dehlavi*, Tachkent, 1983, fig. 19.

16. Voir R. G. Mukminova, « Craftsmen and Guild Life in Samarqand », dans L. Golombek et M. Subtelny (ed), *Timurid Art and Culture : Iran and Central Asia in the Fifteenth Century*, Leiden-New York-Cologne, E.J. Brill, 1992, p. 29-35.

17. *Majmu'e-ye vasâyeq*, fol. 118a-122b.

18. *Majmu'e-ye vasâyeq*, fol. 75a.

19. [Zeyn al-Din Maḥmud Vâşefi], Zejn od-din Mahmud Vasifi, *Badâye' al-vaḳâye'*, éd. A.N. Boldyrev, Moscou, 1961 (2<sup>e</sup> édition), p. 18 et suiv.